SUISSE

Questionnaire destiné à la préparation de la Session d'étude

I. La mise en évidence des dysfonctionnements au sein d'une juridiction¹
<p>1. Existe-t-il un système organisé permettant de déceler les dysfonctionnements au sein d'une juridiction?</p> <p>Autorités de surveillance au niveau fédéral et cantonal.</p>
<p>a. Si oui,</p> <p>i. quels sont les mécanismes d'alerte?</p> <p>Rapports périodiques, requêtes des tiers</p> <p>ii. qui dispose de l'initiative d'alerte?</p> <p>Les tribunaux, les tiers, les commissions parlementaires (de gestion, judiciaires)</p> <p>iii. qui est destinataire de l'alerte ?</p> <p>Voir ii.</p>
<p>b. Si non, comment les dysfonctionnements au sein des juridictions sont-ils portés à la connaissance des autorités judiciaires et administratives compétentes?</p>

¹ Le questionnaire n'entend pas traiter des affaires de nature disciplinaire

II. Les méthodes d'enquête et d'analyse du dysfonctionnement

2. Quelles sont les méthodes utilisées pour vérifier ces dysfonctionnements ? (Audit, évaluation, déplacement sur les lieux, etc..)

Inspections, évaluation et expertise, examen des rapports périodiques, visites des lieux, traitement des requêtes des tiers

3. Une fois le dysfonctionnement décelé, quelles sont les méthodes d'analyse utilisées?

Voir II.

III. La structure chargée d'enquêter et d'analyser le dysfonctionnement

4. Cette structure est-elle centrale ou décentralisée (dans ce cas, est-elle interne ou externe à la juridiction)?

Décentralisée

5. Sous quelle autorité est-elle placée?

Parlement fédéral, parlements cantonaux

6. Comment cette structure est-elle composée? Qui en nomme les membres?

Les membres sont nommés par le parlement.

7. Quelles sont ses compétences?

Voir I.

IV. Suivi donné à l'analyse en vue d'apporter un remède au dysfonctionnement

8. Sous quelle forme se matérialisent les conclusions de la structure d'enquête et d'analyse?

Recommandations.

9. Qui est destinataire des conclusions de la structure d'enquête et d'analyse?

Tribunaux, gouvernements, parlements.

10. Quels sont les moyens dont dispose cette structure pour apporter un remède au dysfonctionnement?

Initiatives parlementaires, non-réélection du juge concerné

11. Si la structure d'enquête n'assure pas le suivi des recommandations, qui décide de leur mise en oeuvre?"

Gouvernements, parlements, peuple.

V. Efficacité des mécanismes

12. Le fonctionnement de cette structure fait-il l'objet d'une évaluation ?

Pas d'une évaluation systématique.

13. Quelles pourraient être les améliorations à apporter?

Professionaliser la structure.